



Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

65 | 2020
De la Montagne au Plâtal

Le transfert de l'X à Palaiseau vu par la presse : Revue médiatique

Michel Dupuy



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2683>

DOI : 10.4000/sabix.2683

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 107-124

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Michel Dupuy, « Le transfert de l'X à Palaiseau vu par la presse : Revue médiatique », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 65 | 2020, mis en ligne le 04 septembre 2020, consulté le 13 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2683> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sabix.2683>

© SABIX

Le transfert de l'X à Palaiseau vu par la presse : Revue médiatique

*Michel Dupuy*¹

Les médias donnent aux citoyens une visibilité sur la place publique. En ce sens, une revue historique des médias permet de comprendre un certain « vécu sociétal ». C'est pourquoi il était intéressant, à propos du transfert de l'École polytechnique à Palaiseau, de rechercher comment ce sujet a été vécu, compte tenu de l'importance de cette école sur la place publique.

Les recherches de l'historien dans divers médias

Le transfert à Palaiseau est un phénomène de longue gestation, de 1964 à 1976 ; pour autant, nous verrons dans les lignes ci-après qu'il reste plutôt un épiphénomène au niveau médiatique. Toutefois, c'est un phénomène symbolique qui reflète à la fois l'intérêt des médias pour cette école, mais également l'attitude des polytechniciens (d'une élite technique) à l'égard de la presse : pour les uns régler les affaires en dehors d'elle, pour les autres en user afin de s'opposer au transfert.

Etudier le transfert à Palaiseau sous l'angle médiatique nécessite une réflexion sur la représentativité et l'accessibilité des sources. En effet, seul le journal *Le Monde* bénéficie

d'un recensement de tous ses articles, même si échappent au moteur de recherche les publicités et les illustrations. Tant pour la télévision que la radio, nous avons une bonne accessibilité aux archives télévisuelles, en particulier celles des journaux télévisés et des radios relevant du service public. Cependant, dans les années 1950-1960, les reportages des journaux télévisés étaient commentés depuis le plateau, et ces commentaires n'ont pas été enregistrés : l'historien doit donc se contenter des images.

A côté de ces sources directes, le chercheur bénéficie de sources indirectes. Ainsi, le Centre de documentation contemporaine de la Fondation nationale des sciences politiques a rassemblé depuis 1945 un dossier de presse sur les grandes écoles. On a pu constater pour la décennie 1970, au moment où l'affaire du transfert prend un tour paroxystique dans la presse, que très peu d'articles ont été recensés pour l'X, et qu'en revanche, le transfert de l'École normale supérieure de Saint-Cloud à Lyon est abondamment couvert.

La consultation des archives relatives au transfert de l'X, mais également d'autres grandes écoles, offrent parfois à l'historien des coupures de presse venues alimenter un dossier particulier.

1. Chercheur associé à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine.

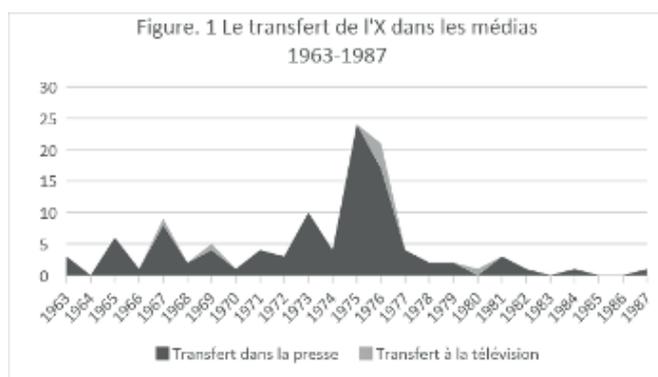
La revue de l'AX, *La Jaune et la Rouge*, a permis de trouver également des articles relatifs au transfert de l'école.

Pour compléter ces sources, une recherche a été opérée à partir d'événements clés : présentation du plan de l'École polytechnique à Palaiseau, conférence de presse de l'AX le 5 novembre 1975 auprès de journaux nationaux comme *L'Humanité*, *Le Figaro*, *L'Aurore*, des journaux régionaux (*Le Parisien libéré*, *Le Quotidien de Paris*) et des magazines : *L'Express*, *Le Point*, *Le Nouvel Observateur*.

Nous arrivons ainsi à un corpus de 109 articles et six reportages télévisés, permettant les résultats en chiffres suivants pour le nombre d'articles relatifs au transfert de l'X :

	Occurrences		Occurrences
<i>L'Aurore</i>	4	<i>Le Monde</i>	63
<i>Combat</i>	2	<i>La Nation</i>	1
<i>La Croix</i>	1	<i>Le Nouvel Observateur</i>	1
<i>Les Echos</i>	2	<i>Paris Match</i>	1
<i>L'Express</i>	1	<i>Le Point</i>	1
<i>Le Figaro</i>	20	<i>Le Quotidien de Paris</i>	5
<i>France Soir</i>	2	<i>La Vie Française</i>	5

Tableau 1. Nombre d'articles relatif au transfert de l'École polytechnique dans la presse française.



En résultat, on peut conclure que la télévision française a très peu couvert le transfert : on peut même parler de non-événement pour ce média. Pourtant l'École polytechnique est régulièrement citée à la télévision, surtout

dans le journal télévisé : 732 fois de 1946 à 2018 avec des marronniers comme le bal et le défilé du 14 juillet.

Cependant, après avoir mené une recherche thématique, on remarque qu'une nette évolution se dessine. De 1946 à 1969, ce sont les aspects militaires qui dominent à Polytechnique : le drapeau, les défilés et les cérémonies occupent 84 % des sujets ; la science et l'élite/social sont respectivement à 12 et 3 %. De 1970 à 1988, au moment du transfert, l'aspect militaire régresse (48 %) au profit de la science (29 %) et de la question féminine (17 %) du fait de l'ouverture du concours aux femmes (réforme Debré). De 1989 à 2018, si l'aspect militaire domine (26 %), la science occupe une place importante (34 %) ainsi que la question de l'élite et des inégalités sociales (33 %). De fait, le transfert de Polytechnique à Palaiseau s'effectue à une époque où la science prend une place plus importante dans cette école et où les polytechniciens se détournent des carrières militaires.

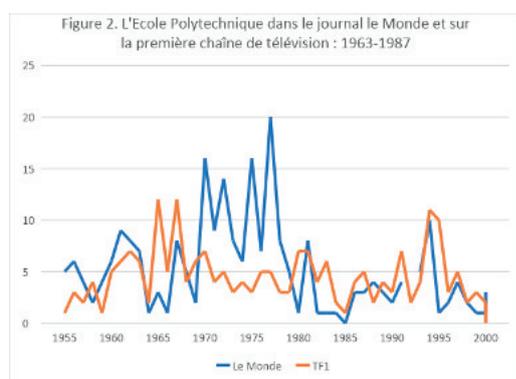
	1949-1969	1970-1988	1989-2018
Aspect militaire	84 %	48 %	26 %
Condition féminine	1 %	17 %	7 %
Elite/Social	3 %	8 %	33 %
Science	12 %	29 %	34 %
Total	100 %	100 %	100 %

Tableau 2. Sujets relatifs à l'École polytechnique à la télévision française 1949-2018

En s'intéressant aux types d'émission relatives à l'École polytechnique à la télévision (documentaire, entretien, magazine, etc.), le journal télévisé l'emporte nettement. Le tableau 2 ci-dessous montre qu'au fil des décennies, la part des magazines augmente. Surtout, pour la période 1970/1988, au moment du transfert, il y a une plus forte présence des retransmissions, à savoir des défilés et des commémorations, à une époque où l'aspect militaire décline pourtant dans les thématiques générales.

	1949-1969	1970-1988	1989-2018
Documentaire	1 %	3 %	9 %
Entretien	2 %	3 %	3 %
Journal télévisé	72 %	55 %	46 %
Magazine	17 %	21 %	31 %
Retransmission	4 %	12 %	3 %
Divers	4 %	6 %	8 %
Total	100 %	100 %	100 %

Tableau 3. L'École polytechnique à la télévision selon le type d'émission



Lorsque la comparaison est établie entre la première chaîne de télévision et *Le Monde* (médias pour lesquels nous disposons de données relativement complètes étalées sur la longue durée), il faut attendre 1981 pour voir un rythme identique. En fait, le journal télévisé de TF1 occulte les conflits relatifs à Polytechnique, qu'il s'agisse de l'affaire Laurent Schwartz ou de celle affectant Louis Leprince-Ringuet². Les contestations étudiantes au sujet du port de l'uniforme, les questions de discipline sont également peu abordées par la télévision. Ainsi la grève de décembre 1977 est traitée deux fois, par le journal télévisé et dans « *La lorgnette* », une émission humoristique³. Dans les colonnes du *Monde*, elle fait l'objet de sept articles du 2

décembre au 7 décembre 1977. Après 1981, nous entrons dans une période davantage pacifiée, les courbes du *Monde* et de TF1 obéissent désormais à un rythme identique. Ainsi, en conclusion globale, l'École polytechnique n'est pas ignorée par les médias qui n'oublent jamais le défilé du 14 juillet et, à un degré moindre, le bal et les compétitions sportives entre grandes écoles. En revanche, le transfert a été peu abordé par la télévision et n'a guère fait l'objet de campagnes de presse dans les journaux.

Les années 1955-60 : la décentralisation des grandes écoles

Le 6 avril 1960, en conseil de cabinet présidé par le Premier ministre, il est évoqué de transférer en province dix grandes écoles. Ce projet entérinait la volonté du comité de décentralisation fondé par le décret du 30 juin 1955 dans le but d'aider « la décentralisation des services et établissements scientifiques et techniques ». Il avait rendu le 8 août 1957 un rapport rédigé par l'inspecteur général des Ponts et Chaussées Frédéric Surleau, dans lequel le transfert de l'École polytechnique comme celui de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm n'étaient pas envisagés ; pour St-Cloud, sa situation parisienne était tolérée « dans l'attente d'un transfert éventuel » ; il en était de même pour l'École nationale des langues orientales vivantes (Langues O'), afin de répondre aux besoins du Quai d'Orsay.⁴ Face à la résistance des différentes grandes écoles concernées par la décentralisation, dont l'École des mines (avec le refus du ministère de l'Industrie) et les Ponts-et-Chaussées (qui voulaient un vaste plan d'ensemble), le

2. Le mathématicien Laurent Schwartz fit partie des signataires du manifeste des 121 proclamant le droit à l'insoumission pendant la guerre d'Algérie, son élève Maurice Audin était décédé sous la torture en juin 1957. Démis en octobre 1960 de ses fonctions à Polytechnique, il y fit son retour en 1963. En avril 1969, Louis Leprince-Ringuet fut exclu de polytechnique, car il avait refusé le système de contrat temporaire mis en place en 1968.

3. 20 heures, TF1, 2 décembre 1977, Malaise à polytechnique » ; *La lorgnette*, Antenne 2, 11 décembre 1977, Grève à Polytechnique.

4. AN 19820161/7, Rapport général, 8 août 1957.

projet fut repris suite à un conseil Interministériel tenu le 9 décembre 1959. Les concepteurs du projet connaissaient dès 1957 les arguments qui seraient avancés contre les transferts : liens privilégiés avec le monde industriel sur la capitale, manque de réels réseaux en province, perte d'attractivité des écoles concernées, perte de prestige, pas assez de professeurs « éminents » hors de Paris.

En ce début de 1960, le projet a évolué, l'École normale supérieure et l'ENA sont appelées à rester à Paris, les autres à être décentralisées. Il est question de créer un pôle important sur Lyon/Grenoble avec les Mines, les Ponts et surtout l'École polytechnique. Cette dernière doit donner l'exemple, ce qui faciliterait le transfert des autres écoles, et « *son régime militaire comportant l'internat des élèves devrait rendre son déplacement plus aisé que celui d'aucune autre* » (phrase soulignée dans le document). Le 2 avril 1960, en vue du conseil de cabinet du 6 avril, Jérôme Monod (membre du cabinet Debré), dans une note destinée au premier ministre Michel Debré relative à la décentralisation des grandes écoles, précisait : « *A cet égard, Polytechnique et le C.N.E.J. seront le test de la réussite ou de la faillite en ce domaine (ENA ?)* ». Après avoir fourni une liste de grandes écoles dont le transfert est « *pratiquement* » accepté, que l'on retrouve d'ailleurs dans la presse à l'exception de l'INA prévue sur Toulouse, reste « *à décider* », « *malgré les réserves des Ministères intéressés* », celui de l'École polytechnique à Lyon et Grenoble (rayé sur le document) et l'École nationale d'aviation civile prévue à Tours (en fait sur le document, Tours a été rayée au profit de Toulouse)⁵. Le 6 avril, la décision est prise de transférer dix grandes écoles ; il n'est plus alors question de

décentraliser l'École polytechnique. La presse rend compte du projet le 8 avril.

Si les réseaux s'activent dans les différents ministères, l'espace public est utilisé par les opposants au transfert des écoles concernées. Ainsi le 16 avril 1960, Roger Kling, président de l'association du corps enseignant de l'École centrale, intervient dans la presse pour empêcher sa décentralisation et le projet de fusion avec l'École centrale de Lyon⁶. L'École des mines, l'École supérieure d'électricité protestent également. D'autres soutiennent le projet.

Ainsi le 15 avril 1960, Jean-François Gravier, économiste auteur de « Paris et le désert français »⁷, membre du Conseil économique et social au titre du développement économique régional depuis 1959, ainsi que chargé de mission au Commissariat général au Plan publie un article dans *La Vie Française*, un hebdomadaire économique partisan de la décentralisation. Il estime qu'il ne faut pas décentraliser les grandes écoles comme l'X, l'École normale supérieure et Langues O', car elles ont beaucoup de liens avec la haute administration, et Paris doit rester « *un grand foyer de recherche mathématique* » grâce à la faculté des sciences, Ulm et l'X. Il ne fait reprendre que les grandes lignes du rapport du 8 août 1957 sur la décentralisation⁸. Gravier mentionne l'École polytechnique, questionne sans le nommer l'argument de Jérôme Monod : « *Notre décentralisation ne sera viable que si Polytechnique donne l'exemple ?* »⁹. Pour lui, l'X doit se maintenir à Paris pour garder « un grand foyer de recherche mathématique » ; il propose alors de créer une École polytechnique civile à Grenoble. Ce point est à nouveau formulé par l'ingénieur centralien Robert Kastler, qui propose, dans un article paru le 10 mars 1962

5. J. Monod, « Note à l'attention de Monsieur le Premier ministre », 2 avril 1960, Arch. Nat., 19840284/1

6. Roger Kling, « L'École Centrale proteste », *La Vie Française*, 22 avril 1960.

7. Jean-François Gravier, *Paris et le désert français*, Le Portulan, Paris, 1947.

8. Arch. Nat., 91AJ/25, Rapport relatif à la décentralisation des grandes écoles.

9. J.-F. Gravier, « Dix grandes écoles transférées en province », *La Vie Française*, 15 avril 1960.

dans l'hebdomadaire protestant la *Réforme*, de créer trois ou quatre écoles polytechniques en province en plus de celle de Paris¹⁰. Le 15 juin 1962, le journaliste Jean Choffel dans un article sur l'X fait part des inquiétudes qui émanent de cette école suite au souhait émis par la direction des études d'augmenter le nombre des élèves de 300 à 400¹¹. Cette augmentation risquerait de vider les écoles d'application comme celle des Mines. Surtout un manque de place se ferait sentir dans les locaux actuels, par conséquent « *Il faudrait, en toute hypothèse, que l'école émigrât dans des installations plus vastes* »¹². Une seconde école ne pourrait être qu'une école inférieure, et cela rencontre l'opposition des polytechniciens, contestation qui ne transparaît pas dans la presse.

Les années 1963-1964 – un transfert projeté à Palaiseau

Le 12 janvier 1963 dans une brève du *Monde*, il est pour la première fois question du transfert de Polytechnique: il faut répondre à l'augmentation des effectifs (les 400), et l'auteur cite sa source: *le Bulletin d'information des armées*. Le 26 juillet 1963, en pleines vacances estivales, le nom de Palaiseau est mentionné dans la presse. En fait la décision a été prise un mois plus tôt¹³. Elle fait suite à une étude publiée dans *La Jaune et la Rouge* de mai 1963 sur ce thème¹⁴. Bernard Cazelles,

commandant de l'école de 1962 à 1965, avait été chargé par Pierre Messmer, ministre des armées, de chercher un nouvel emplacement et avait proposé le château de Breteuil, alors à vendre, proposition refusée par Paul Delouvrier, préfet: « *Il m'a dit craindre que la présence des élèves ne trouble les résidences, d'artistes en particulier, qui fleurissaient dans la vallée* ». En fait, c'est par l'intermédiaire d'Edgar Pisani, ministre de l'Agriculture, venu faire une conférence à l'X, que le choix s'est porté sur le plateau de Saclay¹⁵.

L'année 1966 est avancée pour le transfert en compagnie d'autres grandes écoles (les Mines, les Ponts), mais pour ces dernières, rien n'a encore été décidé. A ce titre, une réunion tenue le 8 juillet 1963 à la délégation générale au district de la région de Paris prévoit la venue de l'INA, qui dispose déjà d'une propriété de 61 ha, de l'École polytechnique (sur 150 ha) et du futur « Collège d'armement » (50 ha environ), dont la création était alors envisagée¹⁶. Sur ce plateau, la Caisse des dépôts dispose de 335 ha. A ceci s'ajoute 75 ha de propriétés privées. A nouveau, lors du Comité interministériel pour la région de Paris du 24 juillet 1964, le principe du transfert est acté, confirmé lors d'un comité restreint tenu sous la présidence du Premier ministre le 22 avril 1965, comité où Valéry Giscard d'Estaing assistait¹⁷.

Cette politique de décentralisation et de « *desserrement* » (pour le transfert en région

10. Robert Kastler, « 3 ou 4 écoles polytechniques pourquoi pas ? » *La Réforme*, 10 mars 1962, p. 7.

11. Le chiffre de 400 fait référence à la « commission des 400 » mise en place en décembre 1960 par le conseil de perfectionnement de l'X.

12. Jean Choffel, « Les X s'interrogent », *La Vie Française*, 15 juin 1962, p. 28-29.

13. « Le transfert de l'École polytechnique », *Le Monde*, 12 janvier 1963; B. Girod de l'Ain, « L'École polytechnique va être reconstruite à Palaiseau », *Le Monde*, 26 juillet 1963.

14. « Au sujet de l'effectif des promotions et du projet de déplacement de l'École polytechnique », *La Jaune et la Rouge*, mai 1963, 171, p. 13.

15. « Mémoires du général Cazelle », www.fichier-pdf.fr/2012/07/03/memoires-b-cazelles/memoires-b-cazelles.pdf p. 314-315. (Consulté le 8 juin 2019).

16. Cet organisme a été créé en 1970 sous le nom d'École nationale supérieure de techniques avancées (aujourd'hui ENSTA Paris). Il s'est installé en juillet 2012 à Palaiseau et est devenu membre fondateur de l'Institut Polytechnique de Paris en novembre 2018.

17. Arch. Nat., 19860498/51, Secrétariat du gouvernement, Compte rendu du Comité restreint du 22 avril 1965.

parisienne) trouve des échos dans la presse. En revanche, le transfert de l'École polytechnique ne souffre pas de critiques. La presse réagit certes à l'agenda fixé par le politique (conférence de presse, communiqués, rapports, etc.), puise ses sources dans la revue *La Jaune et la Rouge*, mais également auprès de l'association des anciens élèves présidé par Jean Majorelle (1864-1974), favorable au transfert comme il l'exprime dans un entretien accordé à *La Vie Française* du 1^{er} mars 1968¹⁸.

Les articles sont le fait de journalistes spécialisés dans l'éducation comme Bertrand Girod de l'Ain du *Monde*, ou des questions militaires comme Etienne Anthérieu du *Figaro*. Au sujet du transfert, ce dernier titre le 24/25 avril 1965 : « *L'X à Palaiseau, les anciens sont satisfaits* ». Le journaliste donne la parole au général Arleret, à Louis Armand, au contre-amiral Salmon et à un officier du génie, qui tous saluent ce transfert. Cette nécessité avait été signalée dans un article paru dans *L'Aurore* le 9 octobre 1963 : « *Les plus sages antiques reconnaissent aussi que les bâtiments de la rue Descartes sont devenus trop étroits : on manque de place pour installer des laboratoires* »¹⁹. Dans un article du *Monde* du 21 avril 1965, suite à la parution du rapport de Pierre Padovani du 17 mars 1965 sur l'orientation des élèves des grandes écoles d'ingénieurs vers la recherche, le journaliste souligne que le transfert a été accepté par les directions et par les « *influentes associations d'anciens élèves* » (Mines, Ponts et X)²⁰. Des journaux rappellent le projet initial sans rentrer dans les détails qui prévoyaient

d'installer Polytechnique « *dans le désert* », allusion à la province et à l'ouvrage de Gravier (*L'Express* du 26 avril 1965), ou « *dans la nature* », selon l'expression du journaliste du *Monde* Frédéric Gaussen (6 mai 1964)²¹.

Pourtant, sans parler d'opposition, une inquiétude sourde se développe. Ainsi *La Jaune et la Rouge* écrit en juillet 1966 : « *En dehors de la Commission Ministérielle, de nombreux Camarades se préoccupent, à des degrés divers, des problèmes posés par ce transfert* », sans donner plus de précisions²². *Le Monde* du 11 mai 1967 parle d'un transfert « *à contre-cœur* »²³. Patrick Miller, dans *France Soir* du 16 juin 1967 souligne l'aspect folklorique : « *Plus de mur à sauter. Plus de dîner à l'extérieur. Plus de soirées dans les boîtes du Quartier latin* », crainte qui avait déjà été mentionnée dans *L'Aurore* du 9 octobre 1963²⁴. En contrepartie, *L'Express* du 26 avril 1965 parle d'un futur « *Quartier latin bis* » à Palaiseau, *La Vie Française* du 1^{er} mars 1968 de la reconstitution d'un « *Quartier latin* », *Le Figaro* du 4 février 1969, d'un « *foyer intellectuel de grande qualité* ». C'est également une préoccupation du « *Club des grandes écoles* » (1967-1969) qui pilote leur installation sur le plateau²⁵. Tout au plus ce transfert suscitera des regrets, rappelle Louis Armand : « *tous les anciens X soient affectés sentimentalement de voir l'École quitter la montagne-Sainte-Geneviève* », pour le contre-amiral Salmon : « *“Les traditionnalistes” déploreront le déplacement du “Collège de Navarre”* », mais pour ma part je me réjouis de la décision qui vient d'être prise »²⁶.

18. Guy Lambert, « L'X fait peau neuve. Entretien avec Jean Majorelle », *La Vie Française*, 1er mars 1968.

19. « Vent de révolution sur polytechnique », *L'Aurore*, 9 octobre 1963.

20. B. Girod de l'Ain., « Accroître les promotions des écoles d'ingénieurs – orienter 20 % des élèves vers la recherche », *Le Monde*, 21 avril 1965.

21. « Les Grandes Écoles au vert », *L'Express*, 26 avril 1965 ; F. Gaussen, « L'École des hautes études commerciales va s'installer à Jouy-en-Josas », *Le Monde*, 6 mai 1964.

22. « Compte rendu de l'assemblée générale annuelle de l'AX du 6 juin 1966 », *La Jaune et la Rouge*, Juillet 1966, p. 34.

23. B. Girod de l'Ain, « I. Apprendre à oublier », *Le Monde*, 11 mai 1967.

24. Patrick Miler, « Polytechnique prend la clé des champs », *France Soir*, 9 juin 1967 ;

25. Arch. Nat., 19860498/57, Bertrand Collomb, A propos du transfert à Palaiseau de l'École Polytechnique, 22 juillet 1974.

26. Michel Renault, « A l'X évolution sans révolution », *La Vie Française*, 28 mars 1969.

Dans le même article, il est également écrit: « *La décision de quitter la montagne Sainte-Geneviève a fait couler beaucoup d'encre et ce n'est pas sans regret qu'elle a été acceptée par de nombreux polytechniciens* ». Le « *beaucoup d'encre* » étant très relatif...

Cette contestation est également absente des débats parlementaires à propos de la réforme de l'École polytechnique. Le transfert à Palaiseau est mentionné par Michel Debré et Michel d'Aillières, le rapporteur, sans susciter de préoccupations: l'attention est ailleurs, à savoir le statut militaire de l'École (séance du 22 juin 1970)²⁷.

Pourtant, il existait une opposition au transfert si on en croit Adalbert Oudart (X 1920 Sp.), qui, en avril 1974 dans le courrier des lecteurs de *La Jaune et la Rouge*, précise: « *Quand j'étais maître de conférence à l'X (1957-1965), mes élèves étaient contre le transfert et l'un d'eux m'a dit que nous les avions mal défendus* »²⁸. Roger Gaspard (X 1920N) avait été pressenti en 1966 par Armand et Majorelle pour devenir président de l'AX; il avait été coopté, mais étant opposé au transfert, il lui avait été demandé de se retirer, ce qu'il avait accepté. En fait, la presse mentionne bien des résistances, mais c'est au sujet de la délocalisation en province décidée le 6 avril: « *Les résistances furent si vives que cette politique ne fut pas appliquée aux plus renommées (Polytechnique, Mines de Paris, Centrale, etc.)* »²⁹.

En conclusion pour cette décennie des années 1960, le transfert n'est pas une préoccupation car le débat sur l'École polytechnique est autre: la lourdeur de l'enseignement scientifique, son engagement

dans la recherche, son statut militaire avec la réforme qui s'amorce en 1970, son ouverture en matière de recrutements (filière technique, femmes). N'ayant pas été délocalisée « *dans le désert* », son « *desserrement* » sur Palaiseau apparaît comme une victoire et ouvre de nouveaux horizons pour répondre à la demande en ingénieurs de la nation et en matière de recherche. Enfin, Palaiseau apparaît comme l'espace où la nouvelle École polytechnique pourra se déployer en absorbant un surplus d'élèves et en collaborant avec d'autres écoles d'application, donc comme une opportunité, et sur ce point, la presse reprend les propos de Louis Armand. Même l'affectation des locaux libérés sur la montagne Sainte-Geneviève ne souffre d'aucune polémique. Des acteurs sont en train de positionner, comme Louis Leprince-Ringuet qui, dans un article paru dans *Le Monde* du 20 juillet 1966, souhaite au nom du Collège de France, dans lequel il officie, y installer des laboratoires... Un an auparavant *Le Figaro* mentionnait l'ENA (23 avril 1965)³⁰.

1968-1973 – l'émergence dans la presse d'un doute quant au transfert de l'X

Polytechnique doit se rendre à Palaiseau, l'annonce a été réitérée lors d'un conseil interministériel le 23 janvier 1968, confirmée le 23 février de la même année et, le 29 avril 1970, le Conseil des ministres a décidé que les travaux devaient débiter à la fin de l'année. En d'autres termes, le pouvoir politique ne cesse de réitérer sa volonté de transférer l'école. Toutefois, à la fin des années 1960, des inquiétudes pointent. Dans *Le Figaro* du 30 septembre 1968, Louis Armand fait le constat

27. *Journal Officiel de la République française. Débats parlementaires. Assemblée nationale, compte rendu intégral des séances*, 3 juin 1970, p. 2169.

28. A. Oudart (20 Sp.), « Dans la chlorophylle », *La Jaune et la Rouge*, Avril 1974, p. 4.

29. B.-G. A., « Accroître les promotions des écoles d'ingénieurs – Orienter 20 % des élèves vers la recherche », *Le Monde*, 21 avril 1965.

30. André Campagne, « Polytechnique sera transférée en 1970 ou 1972 à Palaiseau (Seine-et-Oise) », *Le Figaro*, 23 avril 1965.

que pour les autres grandes écoles comme les Ponts, les Mines et le futur « Collège des techniques d'armement »³¹, « Une telle décision n'a pas encore été définitivement arrêtée et les crédits n'ont été votés que pour le transfert de l'X ». Il poursuit « Or installer Polytechnique seule à Palaiseau, c'est maintenir "l'internat pour la maîtrise" »³². S'harmoniser est difficile, car les grandes écoles dépendent de ministères différents, celui de l'industrie pour les Mines, du logement/construction pour les Ponts, de l'agriculture pour l'Agro et de la défense pour l'X...

Dans un court article du *Monde* du 14 janvier 1969, relatif à la nomination de Jean Majorelle à la présidence du conseil de perfectionnement de l'École polytechnique, il est écrit : « On s'inquiète à Polytechnique du retard occasionné par les économies budgétaires dans le transfert de l'école à Palaiseau. Les crédits pour la construction des nouveaux bâtiments ont en effet été supprimés du budget de 1969 »³³.

Dans un autre du 25 novembre 1970, indiquant que « Plusieurs grandes écoles vont être regroupées au sud de Paris », l'auteur souligne l'ambition de réaliser la « route 128 », « un campus » avec l'idée de transférer St-Cloud sur Moulon, mais pour les autres écoles, il est écrit « la liste n'est pas encore définitivement établie ». Le conditionnel est de mise pour les Ponts et Chaussées, l'Agro,

l'École nationale des télécommunications, et « peut-être » les Mines et l'École nationale supérieure des techniques avancées (ENSTA)^{34 35}.

En mars 1970, dans *La Jaune et la Rouge*, le président de l'AX rappelle, par ailleurs, « le souhait formulé par l'AX de ne pas voir l'X s'installer d'une façon isolée à Palaiseau »³⁶. Crainte formulée par la « commission Lhermite » et reprise dans *Le Monde* du 23 avril 1971³⁷. Dans cet article, rédigé par Guy Herzlich, spécialisé dans l'éducation, le journaliste livre au lecteur une série d'indices : réduction des crédits ; l'ENSTA doit rester à Paris dans les « anciens locaux de Sup'aéro » ; l'installation de l'Institut national agronomique (INA) est « peu probable » suite à sa fusion avec Grignon³⁸. En fait, depuis 1963 sous l'impulsion d'Edgar Faure, ministre de l'agriculture, le projet Palaiseau pour l'INA avait été engagé contre le projet de Roger Blais, partisan de la fusion. Toutefois avec l'arrivée de Philippe Olmer à la direction de l'INA, ce fut le projet Blais qui fut remis en route, paradoxe, car Olmer directeur de l'École polytechnique de 1968 à 1970 avait milité pour le transfert³⁹. Enfin, Guy Herzlich souligne l'absence de coordination entre les ministères et les écoles et montre que le ministère des Armées fait « cavalier seul ».

31. Voir note 15 ci-dessus. En 1968, du « Collège d'armement », nous sommes passés au « Collège des techniques d'armement » qui deviendra en 1970 l'École nationale supérieure de techniques avancées.

32. Claude Gambier, « Notre idée, pour Polytechnique, c'est de doter la France d'un ensemble d'enseignements technologiques allant jusqu'au troisième cycle », *Le Figaro*, 30 septembre 1968.

33. « M Jean Majorelle est nommé président du conseil de perfectionnement de l'École polytechnique », *Le Monde*, 14 janvier 1969.

34. Voir note 15 ci-dessus.

35. « Plusieurs grandes écoles vont être regroupés au sud de Paris », *Le Monde*, 25 novembre 1970.

36. « Procès-verbal de la séance du conseil d'administration de l'AX du 2 décembre 1969 », *La Jaune et la Rouge*, Mars 1970, n° 246, p. 57.

37. Guy Herzlich, « Quitter Paris mais comment ? », *Le Monde*, 23 avril 1971. La commission Lhermite avait produit en 1968 un rapport intitulé : « Pour une réforme des grandes écoles ».

38. Guy Herlich, « Quitter Paris mais comment ? », *Le Monde*, 23 avril 1971.

39. Christian Hottin et al. (éd.), *Universités et grandes écoles à Paris : les palais de la science*, Paris, Délégation à l'action artistique de la Ville de Paris, 1999.

Le transfert vécu comme une atteinte à l'image de l'école

Toutefois ce qui inquiète, c'est le devenir de la Montagne Sainte-Geneviève et le mot « promoteurs » est alors employé. En fait, l'idée d'hypothéquer une partie des biens de l'ancienne école avait son soutien auprès de Pierre Couture, président de l'AX depuis le 17 juin 1970⁴⁰. En 1971, il est contraint de quitter la présidence, car il a été mis en minorité sur cette question. Une mise au point avait été faite par Michel Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale, en février 1971, qui avait certifié que cet espace ne serait pas livré « aux promoteurs ». Ce soupçon perdure encore en 1974. Ainsi dans un article du *Nouvel Observateur*, l'auteur laisse entendre que les locaux libérés sur Paris peuvent s'avérer « juteux »⁴¹.

Pourtant, au sein de l'AX, les comptes rendus du conseil d'administration rendent compte dès le 29 septembre 1971 d'une contestation au sujet du transfert en raison de l'absence « d'un environnement convenable »⁴². Surtout, lors du conseil d'administration du 21 décembre 1971, le constat est fait et écrit en caractères gras dans le procès-verbal paru dans *La Jaune et la Rouge*: « il n'y a jamais eu de plan d'ensemble »⁴³. Lors du conseil d'administration de l'AX du 22 mars 1972: « Malaval et Berthier souhaiteraient qu'une publicité plus grande fut donnée, dès à présent, aux inquiétudes de l'AX Il est décidé, toutefois, qu'il convient d'attendre que la question vienne en examen à l'Elysée, puisque cet examen s'avère prochain »⁴⁴. Ils

mentionnent qu'il y a eu plusieurs articles de presse sur l'utilisation de la montagne Sainte Geneviève. La presse a traité de cette question indépendamment du transfert, comme une question d'urbanisme. Cette mise sur la place publique a abouti à l'abandon du projet de privatisation de cet espace, soutenu par des polytechniciens. Les locaux de la rue Descartes restaient dans le domaine public et offraient désormais un repli contre le transfert, une alternative.

A cette époque, la presse ne voit qu'une faible minorité qui s'oppose au transfert (*Le Monde* du 26 mars 1973)⁴⁵. D'ailleurs leur opposition est placée sous le registre de l'émotion (*Ils s'émeuvent aujourd'hui d'une décision prise depuis longtemps*) et l'article de mentionner: « Le transfert à Palaiseau aura, au contraire, pour effet de faciliter son évolution et sa constante adaptation aux besoins du monde moderne ». Cet article avait pour source l'intervention au Parlement de Louis Vallon, UDR et polytechnicien, qui avait posé une question sur ce transfert le 20 février, question parue au *Journal Officiel* le 17 mars⁴⁶. Le journaliste de *Paris-Match* n'y voit aucune inquiétude, l'X restera fidèle à sa tradition: « L'École polytechnique peut, en toute quiétude, abandonner la montagne Sainte Geneviève pour aller s'installer à Palaiseau où des locaux plus modernes l'attendent. Il faudrait que la France coupe tous les câbles qui la retiennent encore au XIX^e siècle, qu'elle fasse sauter à la dynamite le dôme des Invalides et le tombeau qu'il abrite pour que Polytechnique soit en paix. Et ce n'est pas pour demain »⁴⁷. Tels sont les dernières phrases de son enquête.

40. J. de Barrin, « L'École polytechnique à Palaiseau. Les promoteurs n'entreront pas à l'X », *Le Monde*, 16 octobre 1971.

41. François Dupuis, « L'X à Palaiseau », *Le Nouvel Observateur*, 7 janvier 1974, p. 46-47.

42. « Conseil d'administration de l'AX Procès-verbal de la séance du 21 décembre 1971 », *La Jaune et la Rouge*, Mai 1972, n° 270, p. 14.

43. *Ibid.*, p. 15.

44. « Conseil d'administration de l'AX Procès-verbal de la séance du 22 mars 1972 », *La Jaune et la Rouge*, 271, juin 1972, p. 3.

45. « Un autre "quartier latin" sur les bords de l'Yvette », *Le Monde*, 26 mars 1973.

46. *Journal Officiel de la république française*. Débats parlementaires. Assemblée Nationale. Compte rendu intégral des séances, 1973, n° 8, samedi 24 février 1973, p. 593.

47. Guillaume Hanoteau, « Les filles à l'X », *Paris-Match*, avril 1974, p. 52.

Le 20 juin 1973, lors de l'assemblée générale de l'AX à la maison de la chimie, la motion demandant de « réexaminer le transfert de l'École en dehors de son site actuel » est approuvée par 687 voix contre 242⁴⁸. Cette assemblée trouve un écho dans *Le Monde* et *Le Figaro*. Dans ce dernier, Edouard Thévenon s'interroge sur les conséquences du transfert. Il mentionne la perte de prestige et de la « qualité de son recrutement » et il se demande « s'il est bon de priver la capitale de l'une de ses gloires intellectuelles au moment où un rapport préparé pour la DATAR constate le déclin culturel de Paris »⁴⁹. En revanche, l'article du *Monde* paru le même jour est beaucoup plus factuel et il ne prend pas partie⁵⁰. Le 23 octobre 1973, le sénateur Jean Colin interrogea Christian Bonnet, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme, sur le transfert des grandes écoles, sujet repris dans un filet du *Monde* le 25 octobre⁵¹. Le 29 octobre, la visite d'Achille Fould, le secrétaire d'État à la Défense nationale, sur le futur site de l'X, accompagné par le préfet de la région parisienne et le général Briquet, est suivie par une équipe de France 3 Ile de France. Le reportage est purement descriptif sur l'état des travaux et des futures réalisations, aucune place n'est laissée à la polémique⁵².

Le 5 décembre 1973, c'est au tour de Bernard Cornut-Gentille (non inscrit), contacté par l'association des anciens élèves, de poser une question à Pierre Messmer, ministre des Armées, sans écho dans la presse. D'un autre côté, dans un article du *Nouvel Observateur* du 7 janvier 1974 rédigé par François Dupuis,

l'auteur emploie le terme « d'exil », reprend les propos des opposants qui décrivent le plateau de Saclay comme un « champ de betteraves ». En fait, pour le journaliste, il s'agit de « mettre au pas » les élèves depuis l'arrivée de Michel Debré comme ministre d'État, chargé de la Défense nationale en 1969. En effet, les autorités font face à une indocilité et à une désaffection pour la carrière militaire à la sortie de l'École. L'auteur s'appuie sur les écrits de la GXM et sur un entretien avec Jean Callot, polytechnicien, et de préciser « Et l'on confinerà dans un ghetto doré, conçu pour des élites, des gens qui, coupés de la population, s'offriront à servir plus volontiers l'État que la nation. Est-ce là le calcul du gouvernement ? »⁵³. Le journaliste de conclure : ce n'est pas un changement de ministre, qu'il faudrait.

Ces tensions qui apparaissent dans la presse sont condamnées dans le rapport moral du président de l'AX pour l'année 1973 (mai 1974) : « Il est tout à fait déplorable que nos difficultés aient été systématiquement et complaisamment étalées dans la presse par ceux qui s'opposent à l'action du Conseil, ce qui n'a fait qu'amoindrir le crédit de l'Association à l'extérieur et, par suite, ses capacités d'action.[...] Les nombreuses interventions qui ont été faites par l'AX auprès des autorités publiques pour obtenir que les promesses relatives à l'environnement soient tenues auraient, en effet, eu plus de poids si elles n'avaient été contrecarrées par les positions publiques et les interventions de nos opposants »⁵⁴. Ainsi, le passage sur la place publique aurait desservi la cause de Polytechnique. Ce passage par l'espace public est jugé

48. « Compte rendu de l'assemblée générale de l'AX du 20 juin 1973 », *La Jaune et la Rouge*, Août-Septembre 1973, n° 284, p. 5-11.

49. « Le transfert de Polytechnique à Palaiseau provoque un conflit à l'Association des anciens élèves », *Le Figaro*, 22 juin 1973.

50. « Les anciens de polytechnique hostiles au transfert de l'école à Palaiseau sont de plus en plus nombreux », *Le Monde*, 22 juin 1973.

51. « Questions orales au sénat », *Le Monde*, 25 octobre 1973.

52. « Chantier polytechnique », FR3 Paris Ile de France, 29 octobre 1973

53. *Le Nouvel Observateur*, op. cit., p. 46.

54. « Rapport moral 1973 », *La Jaune et la Rouge*, Mai 1974, n° 2, p. 46.

nuisible par Gilbert Dreyfus (X 1937), partisan du transfert, pour les polytechniciens aux yeux de « *l'opinion publique* »⁵⁵. S'opposer au transfert, qui a été décidé, c'est nuire à l'image de l'École polytechnique, qui doit faire corps et non afficher ses divisions.

User de la place publique pour s'opposer au transfert - 1974 et 1975

1974: le tournant

Il apparaît de plus en plus que Polytechnique risque d'être seule sur le plateau. Ainsi en mars 1974, Dreyfus, vice-président de l'AX, mais surtout président de la commission chargée d'étudier le transfert, estimait qu'il y avait un manque de coordination entre les grandes écoles et du retard⁵⁶. Jacques Darmon, chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire, présente le 17 mai 1974, un *Rapport au Premier Ministre sur le transfert de plusieurs grandes écoles et l'aménagement du plateau de Palaiseau*, dans lequel il souligne le peu de préparation du grand campus. Dans une lettre qu'il adresse au Premier ministre Pierre Messmer, Darmon résume son rapport ainsi: « *l'opération de Palaiseau n'a pas réellement démarré. Si l'on excepte la construction des bâtiments de l'École polytechnique, rien n'est réglé en ce qui concerne les acquisitions foncières et les schémas d'urbanisme, le programme d'aménagement et son bilan financier, les procédures administratives et la répartition des responsabilités. La plus grande incertitude règne sur tous ces points* »⁵⁷. Dans une note de Bertrand Collob, conseiller technique au Cabinet du

Ministre de l'Éducation Nationale datée du 22 juillet 1974, ce dernier précise que « *toute décision d'abandon de ce programme ne manquerait pas d'être exploitée politiquement devant l'opinion, même si les bâtiments pouvaient être réutilisés à d'autres fins* »⁵⁸. Il en va du respect de la parole publique. Entre temps, depuis le 27 mai Valéry Giscard d'Estaing est devenu président de la République.

Le 25 octobre 1974, lors d'un conseil Interministériel restreint comprenant Jacques Chirac (Premier ministre), Jacques Soufflet (ministre de la Défense), Jean-Pierre Fourcade (ministre de l'Économie et des Finances), Jean-Pierre Soisson (secrétaire d'Etat chargé des Universités) et André Giraud (administrateur général délégué du gouvernement auprès du CEA), le transfert de l'École polytechnique est à nouveau confirmé et il est précisé « *que la vocation de zone agricole et boisée du plateau de Palaiseau devait être préservée* »⁵⁹. Surtout, les autres écoles ne sont plus obligées de s'y installer. Il est ainsi décidé que les élèves devront faire leur service militaire complet avant d'entrer à l'École. L'X gardera une partie des locaux de la Montagne, l'autre serait affecté au Collège de France. Cette décision est rendue publique le 5 novembre par un communiqué du ministère des Armées, dit « *papier Brossolette* ». *Le Figaro* se focalise sur le service militaire, puis aborde le transfert et mentionne que l'école gardera une partie des locaux sur Paris. Rien sur le fait que les autres grandes écoles ne sont plus obligées de s'y rendre, surtout le journaliste entérine la décision⁶⁰. L'article du *Monde* reprend également ces informations dans le même ordre. Les deux articles se terminent par « *le Collège de France* » signifiant que cette institu-

55. « Conseil d'administration de l'AX du 11 juillet 1974 », *La Jaune et la Rouge*, Octobre 1974, n° 6, p. 52.

56. « L'urbanisation du plateau de Palaiseau », *La Jaune et la Rouge*, Avril 1974, n° 1, pp. 21-24.

57. Lettre de Jacques Darmon au Premier ministre, 18 mai 1974, Arch. Nat., 19810688/1

58. Arch. Nat., 19810688/1

59. Le Premier Ministre à Monsieur le Préfet de la Région Parisienne et Monsieur le Préfet de l'Essonne, 5 août 1975, Arch. Nat., 19850747/10

60. C.G. « Polytechnique: l'armée avant l'école », *Le Figaro*, 5 novembre 1974.

tion devrait occuper les locaux de la rue Descartes⁶¹. Pierre Loygue (34) dans son éditorial de *La Jaune et la Rouge* juge que la presse a repris « de façon tronquée » le communiqué, qui était « très succinct »⁶². En fait, le communiqué a omis volontairement le fait que Polytechnique risquait de se retrouver seule sur le plateau. La première fois que *Le Monde* soulignera l'isolement de l'X sur le plateau de Saclay, ce sera le 1^{er} juillet 1975, sa source étant le Syndicat intercommunal des vallées de l'Yvette et de la Bièvre.

N'ayant pas pris part aux décisions, le GXM⁶³ publie un communiqué de presse les 16 et 17 décembre 1974. Il « émet la plus vive protestation contre les décisions attribuées au conseil d'administration de l'École polytechnique et publiées par la presse du 5 novembre dernier ». Il dénonce une rentrée sur un plateau désertique « sans aucun environnement matériel, intellectuel, spirituel ou social », le coût du transfert, et d'ajouter « Le déracinement de l'École Polytechnique annonce la disparition définitive d'une institution essentiellement démocratique, prestigieuse et respectée et qui ne sera jamais remplacée ». La presse ne prend pas le relais.

1975: l'action

Agir suppose d'avoir les polytechniciens derrière l'AX, il faut les sensibiliser. Or, lors du Conseil d'administration du 12 novembre 1974, il avait été prévu de « soumettre à l'ensemble des polytechniciens un communiqué » sur ce sujet. Toutefois, en raison d'une grève des postes, il n'a pas été pos-

sible de l'envoyer. Le passage par la presse a été envisagé, mais « *Le remettre à la presse aurait entraîné un trop grand risque de coupures importantes et mal venues* ». L'AX a été échaudée par l'absence de relais dans son communiqué du 16/17 décembre et elle s'aperçoit que la presse n'est pas toujours au service de groupes de pression. Surtout, cette question a divisé les polytechniciens et la presse s'en est fait l'écho, écornant leur image. Durant ce même conseil, la proposition suivante est adoptée: « *Considérant qu'il n'y a pas d'espoir de voir modifier la décision gouvernementale du 24 octobre, action énergique pour obtenir une solution "polytechnicienne" pour la Montagne et un aménagement acceptable du site de Palaiseau* »⁶⁴.

Afin de peser dans la décision, le conseil d'administration du 24 avril 1975 décide de consulter par courrier l'ensemble des polytechniciens au sujet du transfert de l'école. Deux questions sont posées: « *Êtes-vous pour ou contre le transfert de l'École hors du site de la Montagne Sainte-Genève? L'AX doit-elle mettre tout en œuvre pour faire reconsidérer la « décision de transfert » ?* »⁶⁵. 5 535 polytechniciens répondent, dont 4 107 s'affichent contre le transfert (75 %); à 71 %, ils donnent mission à l'AX d'agir pour que cette décision soit reconsidérée. Les bulletins ont été dépouillés le 18 juin, deux jours avant l'assemblée générale de l'AX. Toutefois, il faut attendre le 10 juillet pour que *Le Figaro* fasse part de cette consultation. Le filet consacré au transfert de l'X paru dans *Le Monde* du 1^{er} juillet ne la mentionne pas. *Le Point* du 20 octobre fait remarquer que

61. « Polytechnique envisage de dispenser un enseignement complémentaire en gestion et sciences économiques dans ses locaux de Paris », *Le Monde*, 6 novembre 1974.

62. P. Loygue (34), « Principaux problèmes de l'heure », *La Jaune et la Rouge*, Décembre/Janvier 1975, n° 8,

63. Ndlr: Groupe X-Montagne Sainte-Genève, rassemblant les opposants déclarés au transfert. Pour plus de précisions sur l'activité de ce groupe, voir dans le présent bulletin l'article de Jean-Pierre Bégon-Lours « Le transfert vu par les anciens élèves de l'X » et l'article d'Émilie Robin « Le transfert de l'École polytechnique à Palaiseau dans son contexte historique », notamment page 12.]

64. « Conseil d'administration de l'AX du 8 janvier 1975 », *La Jaune et la Rouge*, Mai-Juin 1975, n° 12, p. 18.

65. Le Président Louis d'Orso (33), « Editorial », *La Jaune et la Rouge*, Juillet-Août 1975, n° 13, p. 3.

sur les 12 500 polytechniciens, seuls 25 % se sont prononcés...⁶⁶ Or, au niveau ministériel, les interlocuteurs de l'AX estiment que le transfert est inéluctable; le jeu des réseaux s'avérant inefficace, reste l'espace public. Si l'AX s'enorgueillit du soutien des polytechniciens manifesté par leur vote, il faut également qu'elle soit crédible en matière de projet. Elle fait réaliser une maquette pour rénover l'École polytechnique sur la Montagne. Elle cherche également à jouer de son réseau et de son prestige. Une demande d'audience est sollicitée auprès du président de la République le 22 juillet, réitérée le 16 septembre. Cette demande devient une lettre ouverte le 9 octobre 1975. Elle est envoyée à la presse et on la retrouve le 14 octobre dans des journaux comme *La Croix* et *Le Monde* (filet)⁶⁷. Dans le rapport moral de 1976, il est précisé que « *la presse a fait largement écho à cette lettre qui est restée sans réponse* »⁶⁸.

La réponse du président de la République arrive fin octobre lors d'une conférence à l'X: le transfert sera maintenu. Sa venue à Polytechnique est commentée par de nombreux médias⁶⁹, mais ceux-ci n'épousent pas forcément les thèses des opposants. Ainsi, dans son édition du 28 octobre, *Le Figaro* énonce les arguments des opposants au transfert, élèves et anciens: l'ouverture culturelle que constitue Paris pour les étudiants provinciaux, la baisse de niveau en matière de recrutement, l'échec de la politique des campus en banlieue⁷⁰. Le lendemain, le même journal conclut dans un nouvel article: « *Quel que soit le bien-fondé de la position de l'Association des anciens de Polytechnique, il est*

bien difficile de ne pas remarquer l'acharnement mis par la plupart des anciens élèves et enseignants des grandes écoles à s'opposer à un éventuel déménagement, en région parisienne ou en province. A une époque où le gouvernement prône la décentralisation, n'est-ce pas paradoxal de voir des hommes qui ont parfois de hautes responsabilités dans les grands corps de l'État s'opposer à cette politique lorsqu'il s'agit d'intérêts, somme toute, très particuliers? »⁷¹. L'article de *L'Aurore* est neutre: en fait il annonce la décision et ne donne pas la parole aux opposants. *Les Échos* ne publient qu'une brève sur ce sujet. Comme *Le Figaro*, *Le Monde* fait état des deux thèses en présence. Le mardi 28 octobre, un article expose le point de vue de Louis d'Orso, présenté comme « le président de la Société de l'École polytechnique, amicale des anciens élèves »⁷². Dans la même édition, Alain Faujas, journaliste au *Monde*, conteste l'idée de « *désert agricole* », en signalant la présence de nombreux centres universitaires à proximité (CEA, HEC, Supélec, etc.): « *L'avenir de l'X compromis parce qu'elle quitte Paris? Comment l'affirmer lorsque des exemples comme celui de HEC montrent que ce danger est illusoire* ». Il regrette cette réaction corporatiste et conclut « *Dans le cas présent, le démenti qui leur est donné vient de quelques cadres dirigeants, particulièrement influents. C'est pour le moins regrettable* »⁷³.

Une conférence de presse est alors organisée le 5 novembre à la Maison des X. Outre les journalistes, sont présents le politique (Jean Tibéri, maire du 5^e arrondissement), « *des représentants de SOS Paris* », association

66. « Les X contre l'exil à Palaiseau », *Le Point*, 20 octobre 1975; « Polytechnique: propositions des anciens à Yvon Bourges », *Le Figaro*, 10 juillet 1975.

67. « L'X ne veut pas de Palaiseau », *La Croix*, 14 octobre 1975; « Environnement. Non au transfert de l'X sur le plateau de Saclay », *Le Monde*, 14 octobre 1975.

68. Hervé Gresse, « Rapport moral 76 », *La Jaune et la Rouge*, 312, juin 1976, p. 26.

69. L'Humanité est une des rares exceptions dans la presse nationale.

70. « Giscard retrouve polytechnique », *Le Figaro*, 28 octobre 1975.

71. « Transfert de l'X à Palaiseau », *Le Figaro*, 29 octobre 1975.

72. « Un environnement irremplaçable », *Le Monde*, 28 octobre 1975.

73. Alain Faujas, « L'X s'accroche à Paris », *Le Monde*, 28 octobre 1975;

fondée en 1972 dont sont membres certains polytechniciens, qui s'est opposée à la politique de grands travaux au sein de Paris (les Halles, La Villette, Beaubourg)⁷⁴. Lors de cette conférence est présenté le contre-projet de l'AX. Le directeur adjoint de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, Michel Huby, fait part de son intérêt pour occuper les locaux de Palaiseau, et le 7 novembre, son directeur l'écrit au président de la République. En effet, le 30 septembre précédent, Jacques Chirac avait annoncé le transfert à Lyon de l'École normale de Saint-Cloud. Cette annonce est reprise le soir même par *Le Monde*, qui consacre un filet à la préférence de l'École en question pour Palaiseau⁷⁵. La presse rend compte de cette conférence de presse mais prend des postures diverses. *L'Aurore* conclut ainsi son article : « *La réponse artificielle à ces arguments de poids sera-t-elle cette fois "rationnelle" ou de type purement "administratif" ?* »⁷⁶. Gérard Petitjean du *Nouvel Observateur*, précise : « *Il est tout de même plus facile de déménager une vulgaire École normale supérieure qu'une École polytechnique qui compte des points d'appui dans tous les cabinets ministériels et dans tous les secteurs clefs de l'économie nationale. On négocie ferme depuis quelques semaines* » ; plus loin, il précise « *l'école déménageant de toute façon à Palaiseau* »⁷⁷. Dans ces deux articles, il est fait référence aux « *champs de betteraves* », à savoir le futur espace de l'X sur Palaiseau. Enfin, dans les pages intérieures du *Quotidien de Paris*, dans la rubrique « *Paris en bref* », Jacques Draussin parle de « *plateau agricole* », reprend les arguments de Louis d'Orso et conclut : « *Et perdre son identité,*

il faut l'avouer, pour un X, c'est grave... »⁷⁸. Le 25 novembre 1975, *Le Monde* donne la parole à Jean-Jacques Augier et Daniel Bursaux, représentants des promotions 1973 et 1974, tous deux opposés au transfert⁷⁹.

Dans ce combat, *Le Figaro* est absent : en fait, le 5 novembre, jour de la conférence de presse, il annonçait que les X effectueraient un an de service militaire et par la suite il n'a pas pris position. Lors du conseil d'administration du 1^{er} décembre 1975, une nouvelle lettre est adressée par l'AX au président de la République où il est précisé que s'il ne répond pas, alors ils feront appel à la presse⁸⁰.

Ce battage médiatique agace. André Giraud (X 1944), président du conseil d'administration de l'École polytechnique de 1974 à 1978, en fait part dans une lettre qu'il adresse au rédacteur en chef de *La Jaune et la Rouge* le 13 novembre 1975. Il prévient les « *anciens élèves sur les dangers que ferait courir à l'École la campagne de presse* » menée par « *le bureau de l'AX si elle se prolongeait* ». Il ajoute que des administrations (sans préciser lesquelles) estiment que « *c'est en province que l'X aurait dû être reconstruite* » et conclut qu'à force de contester, l'X risque de perdre à la fois la Montagne et sa situation en région parisienne⁸¹.

1976 : l'acceptation de « l'exil doré »

Les liens avec le pouvoir sont encore présents puisque Yvon Bourges, ministre de la Défense, a reçu Louis d'Orso et François Gasquet, respectivement président et vice-pré-

74. Cette stratégie avait été employée par le Comité d'action pour la défense de l'École normale supérieure de St Cloud, qui avait organisé le 18 mai 1971 avec pour titre : « l'ENS de St Cloud menacée de destruction ».

75. « L'École normale de Saint-Cloud va être transférée à Lyon », *Le Monde*, 2 octobre 1975

76. J. Malherbe, « Polytechnique préfère la Montagne Ste-Geneviève au champ de betteraves », *L'Aurore*, 7 novembre 1975.

77. Gérard Petitjean, « L'«X» aux champs », *Le Nouvel Observateur*, 10 novembre 1975.

78. Jacques Draussin, « Polytechnique : le bicorne de la colère », *Le Quotidien de Paris*, 7 novembre 1975.

79. « Les élèves de l'X craignent Palaiseau », *Le Monde*, 25 novembre 1975.

80. « Conseil d'administration. Procès-verbal de la séance du 1^{er} octobre 1975 », *La Jaune et la Rouge*, Janvier 1976, n° 307

81. André Giraud X. 44, « Monsieur le Rédacteur en Chef de « La Jaune et la Rouge », Paris le 13 novembre », *La Jaune et la Rouge*, Janvier 1976, n° 307, p. 4.

sident de l'AX. Le ministre demande alors en janvier 1976 une étude à Gasquet sur l'affectation des directions de la Délégation ministérielle pour l'armement à Palaiseau. Point dont la presse ne s'est pas fait l'écho. Le 7 février 1976, Édouard Frédéric-Dupont, élu des Républicains indépendants à Paris dans une « circonscription où se trouvent de nombreux anciens élèves de l'École polytechnique », interpelle le gouvernement sur le transfert à Palaiseau⁸². Il reprend les arguments de la « solitude » du plateau.

Dans son éditorial du 17 mars 1976, Louis d'Orso face à « la Machine Administrative et Militaire », écrit : « Dans ces conditions, l'AX ne peut plus limiter son action au plan diplomatique » et il poursuit que le conseil de l'AX du même jour a décidé : « L'AX entend poser publiquement devant l'opinion parisienne toute entière la question du maintien de l'École Polytechnique sur la Montagne Sainte Geneviève. L'AX place cette question dans le cadre du problème général de l'urbanisme parisien, qui préoccupe le Président Giscard d'Estaing, le Gouvernement, le Conseil de Paris, les associations de défense de Paris et de la Région Parisienne »⁸³.

Un article est paru dans le bulletin de SOS Paris, et il est prévu de diffuser ce bulletin auprès des « Conseillers de Paris, aux Députés et Sénateurs de la Région Parisienne et aux membres du gouvernement » accompagné d'un éditorial de *La Jaune et la Rouge*.

Aux arguments déjà formulés s'ajoute désormais un nouveau : la dilution de l'École polytechnique dans le monde universitaire. En

effet, les laboratoires pourront accueillir 1 000 à 1 200 personnes, mettant en minorité les élèves et « leur encadrement »⁸⁴. Cet appel à l'opinion publique rencontre un écho dans *Le Monde*, sous la forme d'une brève...⁸⁵

Une nouvelle lettre est adressée à la présidence de la République le 14 avril 1976, mais Louis d'Orso regrette « l'entêtement de quelques-uns de nos camarades, rares mais à des postes-clés » partisans du transfert⁸⁶.

Une manifestation d'anciens polytechniciens est organisée à Paris sur la montagne Sainte-Geneviève le 25 mai, à laquelle les habitants du quartier sont invités à participer ; *Le Monde* en rend compte dans une brève⁸⁷. *Le Figaro* du 26 mai fait état d'un sondage de la SOFRES (financé par l'AX) qui annonce que 67 % des Parisiens sont « favorables au maintien de l'école avec modernisation de ses bâtiments », cela à nouveau sous la forme d'une brève⁸⁸.

Que ce soit dans *Le Monde* ou *Le Figaro*, *Le Quotidien de Paris* ou *France Soir*, la question de la « spéculation immobilière » refait surface, sujet qui dépasse largement l'École polytechnique. *France Soir* rend compte de la manifestation et conclut : « Ils ont appris qu'au début de 1974 le ministre des Finances avait jugé le projet visant son ancienne école extravagant, s'apparentant à l'opération des abattoirs de la Villette de sinistre mémoire. Le ministre d'alors est aujourd'hui président de la République »⁸⁹. Cette inquiétude vis-à-vis des promoteurs est l'objet d'une question à l'assemblée nationale le 24 juin 1976 de la

82. Journal officiel de la République française. Débats parlementaires. Assemblée nationale compte rendu intégral des séances, 7 février 1976, p. 490.

83. Louis d'Orso, « Editorial », *La Jaune et la Rouge*, Avril 1976, n° 310, p. 3.

84. Louis d'Orso, « Editorial », *La Jaune et la Rouge*, Mai 1976, n° 311, p. 3.

85. « Aménagement du territoire. Les anciens polytechniciens en appellent à l'opinion publique », *Le Monde*, 10 avril 1976.

86. « Rapport moral 76 », *La Jaune et la Rouge*, Juin 1976, n° 312, p. 27.

87. « Urbanisme. Les polytechniciens et leur montagne », *Le Monde*, 26 mai 1976.

88. « Les parisiens veulent garder polytechnique », *Le Figaro*, 26 mai 1976.

89. « Ils protestent contre le transfert de leur école », *France Soir*, 27 mai 1976.

part de Henri Fiszbin, député communiste de Paris.

FR3 Paris Ile-de-France y consacre un reportage le 25 mai avec Louis d'Orso qui présente la maquette. Or durant cet entretien, le journaliste lui fait part des prises de position du président de la République, Louis d'Orso rétorque : « *Eh bien cette prise de position, il l'a indiquée à quelques journalistes, je ne crois pas que lui ayant posé la question en ma qualité de président des anciens X, si c'était véritablement une position, il m'aurait fait l'affront de ne pas me le dire, comme il ne m'a rien dit, eh bien je lui fais confiance* »⁹⁰. Ainsi se clôt également le reportage. Certes, Valéry Giscard d'Estaing n'a pas parlé du transfert pendant son discours officiel, c'était une question d'un journaliste en marge de son intervention. Pour Louis d'Orso, elle n'a pas de valeur, car il attend une réponse officielle en raison de sa légitimité.

Au mois de juin 1976, l'AX finance deux pleines pages de publicité dénonçant le transfert intitulées « *Polytechnique en péril* », qui paraissent le 12 dans *Le Monde* et le 14 dans *Le Figaro*⁹¹. Cette stratégie avait été opérée par l'Amicale des anciens élèves de St-Cloud qui avaient payé une page dans *Le Monde* le 4 février 1972, intitulée « *Comment on assassine une grande école ?* ».

La télévision y accorde un peu plus d'attention : le 11 juin 1976 dans le 20 heures de TF1, il est question du transfert⁹². La parole est d'abord donnée aux représentants des promotions 1975 et 1976 qui ne désirent pas quitter le Quartier latin et craignent un durcissement de la discipline militaire. Puis les journalistes s'attardent sur les locaux neufs (chambres individuelles avec téléphone), les

installations sportives, etc. De l'entretien avec Louis d'Orso, il n'est retenu que le coût, qui selon la Cour des comptes serait de 11 milliards d'anciens francs pour le transfert à Palaiseau contre 4 si l'X restait sur la montagne Sainte-Geneviève. Enfin, la parole est laissée à André Giraud, président du Conseil d'administration de l'X qui répond ainsi à ces arguments : « *Je ne veux pas entrer dans cette polémique que je trouve absolument déplorable et qui donne une fausse idée de ce que pense les polytechniciens, les polytechniciens sont simplement mal informés et d'ailleurs n'oublions pas que l'École polytechnique appartient à la nation et non pas à ses élèves et ses anciens élèves, et quand on a vu la nouvelle École polytechnique, je crois qu'il n'y a pas d'hésitation possible : les polytechniciens iront dans la nouvelle école le 1^{er} septembre prochain et ils en seront très satisfaits* ». Il rassure également sur le devenir de la montagne Sainte-Geneviève. Dans ce reportage, aucun décideur politique n'a été interviewé, le débat est resté interne à l'école.

Le 19 juin 1976, toujours dans le 20 heures, Antenne 2 revient sur le transfert en l'incluant dans la problématique des grandes écoles hors de Paris, suite à l'inauguration par le président de la République des nouveaux locaux de l'École supérieure d'électricité à Gif-sur-Yvette⁹³. La première partie est consacrée à ce transfert et les journalistes ne mentionnent aucune opposition ; pour Polytechnique, ils parlent d'« *exil vert* » et de « *combat d'arrière-garde* ». Le reportage insiste sur l'espace des nouvelles installations sportives (deux piscines, un solarium...). Il n'y a aucune interview de polytechniciens dans ce reportage, et le journaliste de conclure : « *Plus qu'avant encore, les grandes écoles sont des mondes clos protégés des tourmentes universitaires* ».

90. Journal régional, Paris Ile-de-France, FR3, 25 mai 1976.

91. Le 4 février 1972, le comité de défense de l'École normale supérieure de Saint-Cloud avait fait paraître une page du même type financée par l'Amicale des anciens élèves. Le texte de 1972 fait de nombreuses références aux articles du *Monde* sur ce sujet contrairement à l'AX

92. 20 heures, TF1, 11 juin 1976, Polytechnique.

93. « Grandes écoles hors de Paris », A2 20 heures, 19 juin 1976.

Pourtant l'AX est satisfaite de son écho dans la presse; dans un numéro de *La Jaune et la Rouge* de juin 1976, deux pages sont intitulées: « *La presse... en parle* », et de citer *L'Aurore*, *Le Monde*, *France-Soir*, *le Quotidien de Paris* et *Le Figaro*. Dans cet inventaire, il faut rappeler que les articles du *Figaro* et du *Monde* sont deux brèves...

Dans le rapport moral de l'Assemblée Générale du 22 juin 1976, il est écrit: « *Les journalistes ont été surpris de notre détermination* »⁹⁴. Pendant cette assemblée générale, les résultats de la consultation des jeunes promotions sont donnés, celle de 1973 est contre le transfert à 86 %, celle de 1974 à 85 % et celle de 1975 à 76 %. L'espoir est de mise car le président de la République veut voir le projet de rénovation sur le site actuel...

Au début du mois de juillet, le 8, seul *Le Quotidien de Paris* semble poursuivre le combat avec toujours l'argument culturel et désormais celui de « *lutter contre la militarisation* », l'isolement, et ce « *double danger* » qui menace les futurs polytechniciens: « *former des technocrates ignorants les problèmes humains, scléroser des jeunes au moment où s'affirme leur personnalité...* »⁹⁵. D'ailleurs dans ce même numéro du 8 juillet, il reprend l'éditorial de Louis d'Orso qui est une sténotypie des débats de l'Assemblée générale du 22 juin. Il consacre un dernier article sur le projet de rénovation du cabinet d'architectes La Tour d'Auvergne. Ces trois articles parus dans la même page dédiée à « *Paris au quotidien* » ont été publiés le lendemain du jour où les élèves de la promotion 1975 ont été convoqués afin de les informer qu'ils effectueraient leur rentrée à Palaiseau le 15 septembre. La

décision est confirmée par le ministre le 19 juillet.

Désormais, la presse a entériné le transfert, à l'image de l'article du *Monde* du 21 juillet 1976⁹⁶. La description des nouveaux locaux est très positive sur la vie des élèves, leur formation et la vie de l'école; l'opposition au transfert de l'association des anciens élèves n'est mentionnée qu'en fin d'article et sur quelques lignes. Le 14 septembre 1976, *Le Monde* offre une tribune à Francis Bourcier, membre du conseil d'administration de l'X. Il salue le retour des traditions, le retour à une communauté que la ville diluait⁹⁷. Ce discours est d'ailleurs partagé par le général Augier dans un reportage des actualités régionales: « *Je pense même qu'ils s'évaluaient trop de l'école actuellement de par les tentations que pouvait leur offrir Paris dont ils pouvaient jouir pendant un temps de liberté assez bref, ici il faudra vraiment que cela en vaille la peine* »⁹⁸. Dans un nouvel article du *Monde* du 12 octobre rédigé par Roger Cans, le journaliste parle d'un « *exil doré* », doré en raison des locaux dans lesquels les nouveaux élèves s'installent. Désormais la contestation porte sur la lourdeur de l'enseignement. Le 5 novembre 1976, Roger Cans titre: « *La fronde des étudiants "les mieux payés du monde"* ». Cette expression est de Henri Piatier, le directeur des études, la fronde porte toujours sur l'enseignement. Ces polémiques qui trouvent des échos dans la presse affichent une continuité avec celles qui avaient émergé avant le transfert⁹⁹.

94. « Rapport moral 76 », *op. cit.*, p. 26.

95. Yves Hervaux, « L'«X» rénoverie s'ouvrira largement sur le quartier », *Le Quotidien de Paris*, 8 juillet 1976; « Pourquoi les élèves ne veulent pas aller à Palaiseau »; « Le président des anciens: « L'«X» n'ira pas à Palaiseau » ».

96. « La promotion 1976 de polytechnique s'installera à Palaiseau fin août », *Le Monde*, 21 juillet 1976.

97. Francis Bourcier, « Point de vue. La tradition retrouvée », *Le Monde*, 14 septembre 1976.

98. Actualités régionales Ile de France, FR3, 30 août 1976, Polytechnique à Palaiseau.

99. Roger Cans, « L'exil doré de Palaiseau », *Le Monde*, 12 octobre 1976.

Le transfert de l'X et les médias : Les constats de l'historien

- Lorsqu'en 1994 l'École polytechnique fête son bicentenaire, les médias retracent son histoire. Un évènement important pour lequel François Mitterrand est venu sur place le 10 mars. Dans ces multiples articles et reportages, le transfert à Palaiseau est bien mentionné, mais la polémique n'est pas mentionnée, comme si elle n'avait pas eu lieu, ou du moins comme si ce transfert était désormais entériné.
- Nombreux sont les articles à n'être que de simples brèves ou filets, et non des écrits de fond, indice d'une faible couverture médiatique. Jamais le transfert n'a fait l'objet de la une d'un journal, d'un magazine ou l'ouverture du journal télévisé de 20 heures, il était toujours traité dans les pages intérieures ou bien sur FR3 au niveau du journal régional, devenant un problème local.
- Pour tenter de contrer le transfert, l'AX a tenté la « solution polytechnicienne » qui consiste à privilégier les relais auprès des différents cabinets voire du Parlement. Face à l'inertie du pouvoir, face à une volonté politique de maintenir le transfert, les opposants se sont risqués à passer par la presse, mais sans aucun succès.
- La GXM et l'AX se sont rendu compte également qu'il n'était pas si facile d'user des médias, qu'ils ne sont pas de simples relais d'opinions diverses. En effet, de nombreux journalistes contactés étaient des spécialistes d'éducation, des questions militaires ou d'aménagement du territoire, ils contextualisaient ou apportaient leur filtre sur ce transfert.
- Plusieurs polytechniciens n'ont pas apprécié que la presse s'intéresse aux divisions de l'AX sur le sujet. Les querelles avaient pour vocation à rester internes et ne devaient pas déborder sur la place publique, réaction sans surprise pour ce type d'institution. Ils ont souvent estimé que les médias étaient contre le transfert. Ainsi à l'occasion d'un rapport sur le déplacement de l'École polytechnique produit le 25 janvier 1977, son auteur écrit : « *Pendant deux ans, la presse et la radio seront sans cesse pressenties en faveur des thèses de l'Association* ». Il cite la grande page de publicité parue dans *Le Monde* le 14 juin 1976 (en fait à cette date, c'était dans *Le Figaro*¹⁰⁰). Il donne l'image d'une presse acquise à l'AX. Or, à l'exception du *Quotidien de Paris*, les journaux ne se sont pas prononcés contre le transfert, loin de là ! *Le Figaro* s'est montré plutôt partisan. *Le Monde* a repris les propos des différents acteurs et les reportages télévisés étaient surtout pour le transfert.

100. Arch. Nat., 20180707/41, M. Desnues, Rapport à fin de décision sur la comptabilité administrative du ministère de la défense. *Le déplacement de l'École polytechnique sur le plateau de Palaiseau*, 25 janvier 1977.